

**RAPPORT N° 2024/5-17  
au Bureau de la Communauté  
en séance du Jeudi 31 octobre 2024**

**OBJET**

**RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION D'AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC POUR UNE ANTENNE DE DIFFUSION AVEC LA SOCIETE REUNIONNAISE DU RADIOTELEPHONE (SRR) POUR LE RELAIS RADIOTELEPHONIQUE DU SITE DU COLORADO – LA MONTAGNE**

**ORIENTATION 2 – FAVORISER LE DEVELOPPEMENT EQUILIBRE DU TERRITOIRE INTERCOMMUNAL / AXE 3 – MENER UNE POLITIQUE AMBITIEUSE EN FAVEUR DE L'EMPLOI / ENGAGEMENT 7 – DEVELOPPER LES PARTENARIATS AVEC LES ACTEURS ECONOMIQUES AUTOUR DE L'INVESTISSEMENT DU FONCIER ET DE L'AMENAGEMENT DE ZONES ECONOMIQUES, DE L'INNOVATION, DE L'EMPLOI.**

La Société Réunionnaise du Radiotéléphone (SRR) a pour objet la réalisation de tous investissements relatifs aux éléments d'infrastructure du réseau de radiotéléphonie publique numérique mis en place et exploités par la Société Française du Radiotéléphone sur l'île de La Réunion.

Pour les besoins de son objet, elle occupe actuellement un emplacement d'une surface de 200 m<sup>2</sup>, situé dans l'emprise d'une parcelle cadastrée BX 85b située au lieu dit « COLORADO » La Montagne. Ce terrain, sur lequel est implanté leur relais de radiotéléphonie mobile actuellement en fonctionnement fait l'objet d'une convention d'autorisation d'occupation du domaine public arrivant à échéance le 30 novembre 2024.

Souhaitant continuer à entretenir et exploiter son installation de relais radiotéléphonique, la Société Réunionnaise du Radiotéléphone a sollicité la CINOR en date du 26 septembre 2024 en vue du renouvellement de cette convention d'occupation du domaine public.

Il est proposé de renouveler pour une durée d'un an et un mois, du 1<sup>er</sup> décembre 2024 au 31 décembre 2025, moyennant une redevance annuelle de 9 859,53 € (soit 821,63 €/mois). Ce montant de redevance sera réactualisé à la date anniversaire, à hauteur de 2% par an, pour tenir compte de la variation de la valeur moyenne de l'indice INSEE du coût de la construction ou équivalent.

Est joint en annexe de ce rapport, le projet de convention d'occupation précaire du domaine public à conclure avec la Société Réunionnaise du Radiotéléphone.

Je vous demande de bien vouloir :

- approuver le renouvellement, pour la période du 1<sup>er</sup> décembre 2024 au 31 décembre 2025, de la mise à disposition d'un emplacement sur le site du Colorado à Saint-Denis à la Société Réunionnaise du Radiotéléphone (SRR), en vue de continuer à entretenir et exploiter son installation de relais radiotéléphonique,
- approuver la convention d'occupation précaire du domaine public jointe en annexe,
- autoriser le Président à signer ladite convention et à effectuer toutes les démarches nécessaires à sa mise en œuvre.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer

**Le Président,  
Maurice GIRONCEL**



Accusé de réception en préfecture  
2024-2497404-19-20241031-BC2024-5-17-DE  
Date de télétransmission : 12/11/2024  
Date de réception préfecture : 12/11/2024

**DECISION N°2024/5-17  
du Bureau de la Communauté  
en séance du 31 octobre 2024**

**OBJET**

**RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION D'AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC POUR UNE ANTENNE DE DIFFUSION AVEC LA SOCIETE REUNIONNAISE DU RADIOTELEPHONE (SRR) POUR LE RELAIS RADIOTELEPHONIQUE DU SITE DU COLORADO – LA MONTAGNE**

**ORIENTATION 2 – FAVORISER LE DEVELOPPEMENT EQUILIBRE DU TERRITOIRE INTERCOMMUNAL / AXE 3 – MENER UNE POLITIQUE AMBITIEUSE EN FAVEUR DE L'EMPLOI / ENGAGEMENT 7 – DEVELOPPER LES PARTENARIATS AVEC LES ACTEURS ECONOMIQUES AUTOUR DE L'INVESTISSEMENT DU FONCIER ET DE L'AMENAGEMENT DE ZONES ECONOMIQUES, DE L'INNOVATION, DE L'EMPLOI.**

**LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE**

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020 affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des délégués communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2024/5-17 du Président ;

Accusé de réception en préfecture  
974-249740119-20241031-BC2024-5-17-DE  
Date de télétransmission : 12/11/2024  
Date de réception préfecture : 12/11/2024

**APRES EN AVOIR DELIBERE  
DECIDE**

**ARTICLE 1**

D'approuver le renouvellement, pour la période du 1<sup>er</sup> décembre 2024 au 31 décembre 2025, de la mise à disposition d'un emplacement sur le site du Colorado à Saint-Denis à la Société Réunionnaise du Radiotéléphone (SRR), en vue de continuer à entretenir et exploiter son installation de relais radiotéléphonique,

**ARTICLE 2**

D'approuver la convention d'occupation précaire du domaine public jointe en annexe.


**ARTICLE 3**

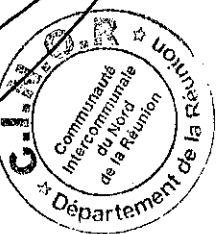
D'autoriser le Président à signer ladite convention et à effectuer toutes les démarches nécessaires à sa mise en œuvre.

|  |
|--|
| Nombre de votants : 12<br>Suffrages exprimés : 12<br>Vote pour : 12<br>Vote contre : 00<br>Abstention : 00 |
|--|

Pour extrait certifié conforme  
Fait à Sainte-Clotilde

07 NOV 2024

 **Le Président,  
Maurice GIRONCEL**



|  |
|--|
| Accusé de réception en préfecture<br>974-249740119-20241031-BC2024-5-17-DE<br>Date de télétransmission : 12/11/2024<br>Date de réception préfecture : 12/11/2024 |
|--|